HAL
open science

Enseignements du 1er tour pour les villes de plus de 9 000 habitants

Martial Foucault

To cite this version:

Martial Foucault. Enseignements du 1er tour pour les villes de plus de 9 000 habitants. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2014, pp.10. hal-01064758

HAL Id: hal-01064758

https://sciencespo.hal.science/hal-01064758

Submitted on 17 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Elections municipales
2014

Les enjeux

Enseignements du 1er tour pour les villes de plus de 9 000 habitants

N°8
Avril 2014

Martial Foucault
Professeur des universités
Directeur du CEVIPOF

www.cevipof.com

SciencesPo. PARIS | CEVIPOF CNRS | Centre de recherches politiques

N°8
Avril 2014

Martial Foucault
Professeur des universités
Directeur du CEVIPOF

Enseignements du 1er tour pour les villes de plus de 9 000 habitants

Pour nombre d'observateurs, la campagne des élections municipales de 2014 s'annonçait comme atone car seuls les enjeux locaux étaient débattus sans grandes conséquences pour l'action du gouvernement. Les résultats du 23 mars viennent démentir l'idée selon laquelle les élections municipales ne seraient pas des élections intermédiaires. Caractérisées par Reif et Schmitt (1980) puis Parodi (1983) comme des élections où le taux de participation faiblit et où le gouvernement en place est sanctionné, les élections municipales de 2014 semblent satisfaire à ces conditions. Au-delà de ce vote qui s'apparente à un vote sanction, une nouvelle dynamique électorale est à l'œuvre au plan municipal. Tout d'abord, la gauche majoritaire en voix et en sièges dans les villes de plus de 9 000 habitants est en net recul. Ensuite, la division du vote à gauche (42,8 % réparties sur neuf listes) a contribué à l'affaiblissement des listes de la majorité sortante. Enfin, la percée du Front national modifie le rapport de force droite-gauche par la multiplication historique de triangulaires et quadrangulaires au second tour.

Examinons en détail chacune de ces dimensions en prenant soin de distinguer les tendances électorales par strate de population : villes de plus de 9 000 habitants (782), villes de plus de 30 000 habitants (220) et villes de plus de 100 000 habitants (50).

Participation : amplification d'une fatigue civique

En recul par rapport à 2008, la participation s'est finalement établie à 63,6 % pour le premier tour pour la France entière. Ce chiffre masque toutefois des différences majeures par strates de villes. Pour les villes de plus de 9 000 habitants (rassemblant environ 50 % de la population française), le taux de participation faiblit au fur et à mesure que la taille de la ville s'accroît. Il existe une différence de plus de 10 points de pourcentage (vs. moyenne nationale) de moindre mobilisation des électeurs inscrits dans des villes de plus de 100 000 habitants. En revanche, l'accroissement de ce niveau de fatigue civique ne s'est pas amplifié depuis les élections municipales de 2008 car nous retrouvons un écart moyen d'environ de 2 points de participation en moins pour toutes les strates de population. Autre phénomène récurrent, la question de la mal-inscription continue de faire des ravages. On estime à près de 10 % des votants potentiels non ou mal inscrits sur des listes électorales. Malgré tout, il est d'ailleurs intéressant d'observer que, si la démographie des villes de plus de 100 000 habitants progresse de 220 000 habitants entre 2008 et 2014, le nombre d'électeurs inscrits augmente de seulement 50 000 personnes.

Tableau 1 : Élections municipales de 2008 et 2014 : Participation selon la taille des villes

	9 000 à 30 000 hab.		30 000 à 100 000 hab.		+ de 100 000 hab.	
	2014	2008	2014	2008	2014	2008
Inscrits	8 397 651	8 106 911	6 670 719	6 502 457	4 747 663	4 696 365
Abstentions	3 439 262	3 141 403	2 969 392	2 777 829	2 201 721	2 075 123
Participation (en %)	56,71	61,20	53,64	57,66	52,04	55,88
Votants	4 958 389	4 965 508	3 701 327	3 724 628	2 545 942	2 621 242
Blancs et nuls	195 459	196 020	122 644	111 120	74 825	58 691
Exprimés	4 762 930	4 769 488	3 578 683	3 613 508	2 471 117	2 652 511

Source : Ministère de l'Intérieur
NB : Sont comptabilisés comme villes les secteurs et arrondissements de Paris, Lyon et Marseille.

Rapport de force droite-gauche

En 2008, la gauche avait remporté les élections municipales tant par le nombre de suffrages exprimés que par le nombre de villes gouvernées, c'est-à-dire 555 villes sur 1052 villes de plus de 9000 habitants. En comparant la performance des listes de gauche et droite au 1er tour de ces deux élections municipales, on observe deux phénomènes clivants. Tout d'abord, le pourcentage de voix des listes d'union de la gauche (UG dans le tableau 2) augmente au fur et à mesure que la taille des villes augmente, confirmant l'enracinement de la gauche dans l'espace urbain. En additionnant les listes d'union de la gauche et les listes socialistes, la gauche perd en moyenne 9 points de pourcentage (soit 983 000 voix) par rapport à 2008. Fait intéressant, les listes d'union de gauche ont progressé pour les villes de plus de 100 000 habitants (arrondissements/secteurs compris pour Paris, Lyon et Marseille) alors que les listes socialistes enregistrent un recul sévère (-11 points de pourcentage).

Tableau 2 : Élections municipales de 2008 et 2014 : Évolution du rapport de force droite-gauche (1er tour)

	Total		*9 à 30 000 hab.*		*30 à 100 000 hab.*		*+ de 100 000 hab.*	
	2014	2008	2014	2008	2014	2008	2014	2008
Ext. gauche	5,04	2,58	3,06	0,95	6,12	2,61	7,30	5,33
Communiste	0,90	2,71	1,48	2,96	0,55	3,30	0,28	1,49
Union gauche	19,16	22,40	16,96	22,57	18,56	23,69	24,26	20,38
Socialiste	7,02	13,26	8,21	12,91	7,66	11,98	3,81	15,57
EELV	2,20	1,62	0,85	0,87	2,01	1,45	4,94	3,10
Divers gauche	7,49	5,63	10,50	8,66	5,74	4,36	4,30	2,15
Autres gauches	2,56	2,49	3,12	2,27	2,19	1,39	2,03	4,32
Centre	2,97	9,39	3,08	6,17	3,52	11,59	1,94	11,98
Union droite	30,13	28,65	26,23	26,57	31,90	31,21	35,13	28,78
Divers droite	13,21	9,73	19,56	15,56	11,37	6,67	3,65	3,83
FN	8,87	1,37	6,24	0,49	10,15	1,45	12,02	2,76
Ext. droite	0,22	0,18	0,32	0,02	0,06	0,28	0,26	0,31

** EXG, FG, PG ; **GC, AUT, REG ; *** MDM, UC, UDI*
Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

De manière complémentaire, les listes d'union de la droite recueillent un nombre de voix nettement plus élevé qu'en 2008 mais, à la différence de la gauche, restent stables dans les villes de 9 à 100 000 habitants et progressent seulement dans les 50 plus grandes villes de France (gain de 7 points de pourcentage, soit 130 000 voix).
À l'inverse, les listes divers droite progressent significativement dans les villes de 9 à 30 000 habitants. Enfin, la progression du vote Front national se répartit de manière homogène pour toutes les strates de villes, en particulier pour celles de 30 à 100 000 habitants où le FN présentait 139 listes (parmi les 220 villes de cette strate). Toutefois, la progression du FN doit aussi être analysée en termes de voix recueillies par rapport aux suffrages exprimés pour toute la France (Tableau 2) mais aussi pour les villes où le FN était présent (tableau 3). Ainsi, dans les villes de 9 à 30 000 habitants, le FN obtient 18,47 % des suffrages exprimés quand son résultat national laisserait se limite à 6,24 %. Certes, la progression du FN en nombre de voix n'est pas comparable au score de Marine Le Pen à la précédente élection présidentielle mais il serait trompeur de retenir le chiffre de 6,24 % lorsque 18,47 % des électeurs qui avaient une offre FN l'ont transformé en bulletins de vote (Tableaux 2 et 3).

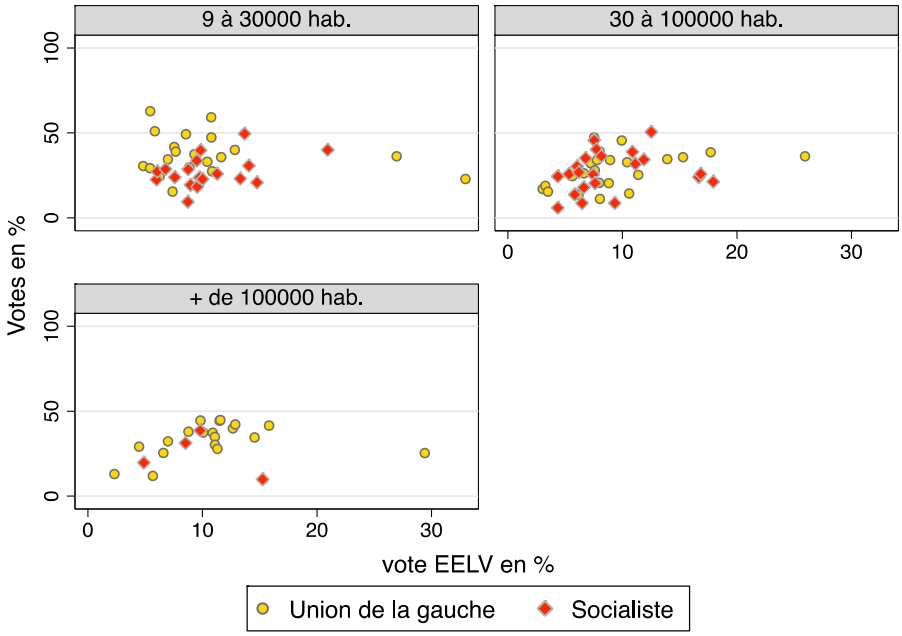
Tableau 3 : Élections municipales de 2014 : Suffrages exprimés par liste déposée (1er tour)

	Total	9 000 à 30 000 h.	30 000 à 100 000 h.	+ de 100 000 h.
Ext. gauche	5,04 %	4,80 %	3,12 %	2,54 %
Front de gauche	10,59 %	10,89 %	11,04 %	7,13 %
Parti de gauche	6,79 %	9,99 %	5,09 %	5,40 %
Communiste	26,49 %	29,16 %	12,27 %	40,21 %
Union gauche	34,51 %	36,90 %	29,71 %	29,28 %
Socialiste	26,75 %	31,20 %	25,36 %	28,80 %
EELV	10,36 %	11,39 %	9,15 %	10,67 %
Divers gauche	23,99 %	26,47 %	17,70 %	10,02 %
Centre	16,04 %	24,72 %	16,31 %	7,56 %
Union droite	40,89 %	42,03 %	39,64 %	36,96 %
UMP	36,71 %	38,30 %	32,60 %	30,06 %
Divers droite	31,78 %	34,77 %	23,82 %	7,93 %
FN	16,72 %	18,47 %	14,90 %	13,37 %

Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault
Note : les valeurs calculées correspondent aux pourcentages de voix en fonction des exprimés pour les seules villes où des listes sont déposées. Par conséquent, le nombre d'inscrits varie pour chaque ville et formation politique.

Une deuxième lecture s'impose pour le vote de la gauche gouvernementale. En premier lieu, la décomposition par strates de population semble confirmer le vote sanction pour les listes présentes dans les plus grandes villes où le caractère politisé du scrutin domine sur le vote personnel. En effet, dans les villes de 9 à 30 000 habitants où la proximité avec le maire et son équipe prend le pas sur une éventuelle nationalisation du scrutin, l'union de la gauche réalise son meilleur score (tableau 3) avec 36,9 % des suffrages là où des listes étaient présentées.

Figure 1 : Elections municipales de 2014 :
Stratégie de listes concurrentes entre Verts et Union de la gauche



Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Plus intéressant est le score des listes Europe Écologie Les Verts qui, à l'instar du Front national, réalisent des scores proches de 10 % quelle que soit la strate de population[1]. Avec un total de 123 listes (dont 51 listes dans les villes de 9 à 30 000 habitants), les candidats écologistes n'ont pas réellement provoqué de situations d'assèchement de voix face aux listes d'union de la gauche ou aux listes socialistes. Une simple représentation graphique de la distribution des votes pour ces trois listes suggère qu'il n'existe pas de lien direct et significatif entre le score socialiste entre le score EELV (Figure 1).

La poussée du Front national

À l'issue du premier tour, les candidats d'union de la droite ou divers droite progressent dans toutes les villes, exception faite des listes divers droite dans les villes de plus de 100 000 habitants qui reculent de 10 000 voix par rapport à 2008. Cette progression s'inscrit dans un contexte difficile pour une droite liée à une multiplication de scandales judiciaires intervenus quelques semaines avant le premier tour et à une crise de leadership à la tête de l'UMP. Malgré tout, la droite parvient à faire élire dès le premier tour 66 maires dans les villes de plus de 30 000 habitants, soit un score comparable à celui de mars 1983 (77 maires élus au 1er tour). Alors que la gauche s'est imposée au fil des années à la tête d'une très grande majorité de pouvoirs locaux (villes, départements et régions), la séquence du 1er tour des

[1] Les six villes où les candidats EELV ont obtenu plus de 20 % de voix sont Méry-sur-Oise, Lannion, Colomiers, Ramonville-Saint-Agne, Claye-Souilly, Grenoble et Paris 2e arrondissement.

municipales 2014 installe la droite dans une forme de rééquilibrage du rapport droite-gauche mais, plus fondamentalement, positionne les élus de droite en situation de conquête lors des prochaines échéances locales (régionales et départementales de 2015).

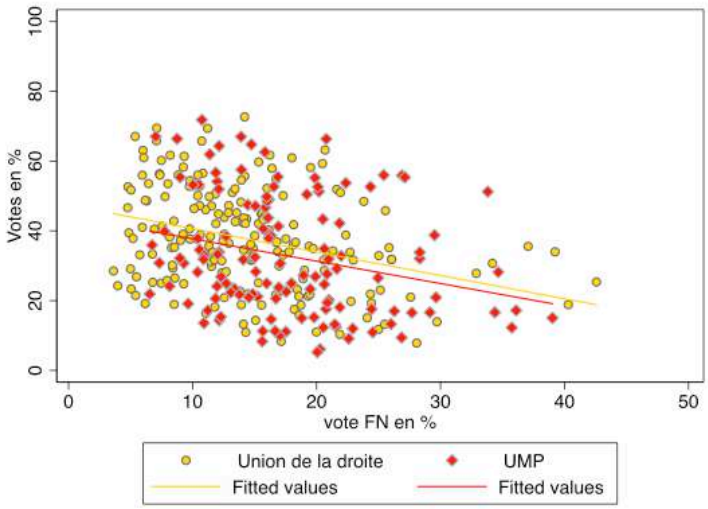
Ce vent d'opposition à la gauche gouvernementale a non seulement remis en selle la droite mais a surtout installé le Front national comme le troisième parti municipal dans les villes où il présentait des listes, sans que l'on puisse parler du tripartisme en France. Conformément à la stratégie édictée par Marine Le Pen d'implanter localement son parti, ce dernier a progressé dans toutes les catégories de villes (tableau 4), en particulier dans les grandes villes (13,37 %) où il était jusqu'alors mis en difficulté par une sociologie électorale urbaine peu favorable (niveau d'éducation élevé, taux de chômage plus faible, etc.). Fait intéressant, le FN parvient à se hisser en tête dans 10 villes de 9 à 30 000 habitants et 5 villes de plus de de 30 000 habitants. Deux questions restent encore en débat pour expliquer cette poussée frontiste : observe-t-on une droitisation de l'électorat municipal et l'abstention est-elle favorable au vote FN ?

Tableau 4 : Élections municipales de 2008 et 2014 :
Pertes (-) et gains (+) de voix entre mars 2008 et mars 2014 selon la taille des villes (1er tour)

	Total	9 000 à 30 000 h.	30 000 à 100 000 h.	+ de 100 000 h.
Ext. gauche	+269 635	+102 559	+121 952	+45 124
Communiste	-192 601	-63 122	-96 707	-32 772
Union gauche	-323 179	-215 729	-185 708	+78 258
Socialiste	-660 501	-195 806	-156 983	-307 712
EELV	+64 077	+1 102	+19 108	+43 867
Divers gauche	+205 581	+108 434	+46 035	+51 112
Autres gauches	+14 930	+47 508	+28 547	-61 125
Centre	-683 187	-132 994	-280 339	-269 854
Union droite	+192 696	+46 488	+14 833	+131 375
Divers droite	+405 582	+246 349	+169 277	-10 044
FN	+813 138	+277 115	+301 527	+234 496
Ext. droite	+4 501	+14 415	-7 909	-2 005

Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Figure 2 : Élections municipales de 2014 : Relation entre le vote FN et le vote de droite



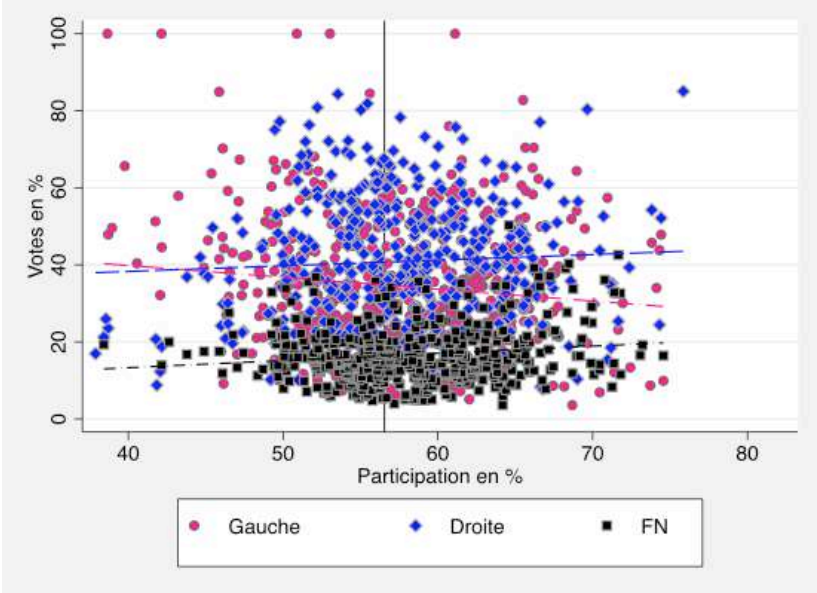
Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Dans le premier cas, à défaut d'analyses très fines sur la décision électorale à l'échelon municipal, il est possible de regarder l'évolution du vote FN au regard de la performance des listes d'union de la droite et des listes UMP. En d'autres termes, la montée du FN est-elle indépendante de la performance de la droite ? En représentant graphiquement (Figure 3) l'évolution des scores de premier tour pour la droite et le FN, une relation négative s'établit clairement suggérant que, plus le vote frontiste est élevé, plus le vote de droite est faible. Bien qu'il soit encore trop tôt pour valider l'hypothèse d'un vote concurrentiel, il est clair que le vote FN réduit le vivier d'électeurs portant leurs suffrages sur une liste de droite. Pour 1 % de voix FN supplémentaires, la droite perd 0,67 % voix (192 villes) et l'UMP perd 0,64 % de voix (127 villes)[2]. Il existe donc une forme de vote substituable entre électeurs de droite et électeurs FN révélé d'une certaine manière lors du scrutin municipal de 2008. La crise traversée par le FN à cette époque avait conduit plusieurs électeurs à choisir un candidat de droite en l'absence de liste FN.

La deuxième interrogation porte sur l'effet de la participation sur la distribution des votes, en particulier pour le Front national. Il serait tentant d'associer les bons résultats du Front national à une faible participation. La réalité est plus complexe voire contre-intuitive. En effet, la figure 3 indique que plus de 60 % des votes en faveur de listes FN ont eu lieu dans des villes où le taux de participation est supérieur à la moyenne de celle observée dans notre échantillon (56 %). L'idée selon laquelle le vote FN serait un vote de protestation mérite donc d'être atténuée. L'ampleur du vote FN suit une relation positive avec le taux de mobilisation des électeurs. Parmi les villes où le FN réalise un score supérieur entre 15 % et 20 % (235 villes), le taux de participation atteint 57,5 % contre 59 % pour les 87 villes où le score FN est compris entre 20 % et 30 % et une participation de 62 % pour les 29 villes où le FN dépasse les 30 %.

[2] L'inverse est vrai pour les listes d'union de la gauche (gain de 0,33 % de voix pour la gauche unie pour chaque pourcentage de voix FN supplémentaire).

Figure 3 : Élections municipales de 2014 : Participation et vote

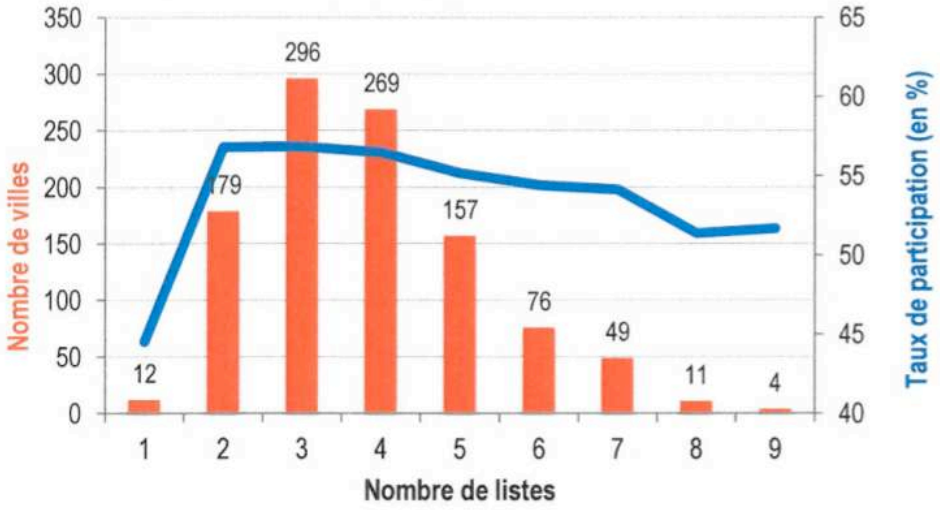


Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Ce constat doit être mis en perspective de la distribution des votes des autres formations politiques en fonction du degré de mobilisation des électeurs. Si l'on observe une relation positive sur la figure 3 entre vote FN et participation, il en va de même pour le vote de droite. À l'inverse, les listes de gauche ont été pénalisées par une faible participation (pour 1 % de participation supplémentaire, la gauche a perdu 0,37 % de voix). Si l'on tient du nombre élevé de listes présentes dans certaines villes, la perte de voix pour la gauche atteint 0,48 % pour chaque pourcentage supplémentaire de participation.

Enfin, la dispersion des votes autour d'un nombre important de listes ne semble pas avoir affecté substantiellement la participation le 23 mars 2014. En rapprochant le taux de participation et le nombre de listes (Figure 4), on observe une faible érosion de la participation à mesure que la concurrence politique s'intensifie. Pour les trois quarts des villes de plus de 9 000 habitants où 4 listes au plus étaient en lice, le taux de participation oscille entre 56,4 % et 56,8 %. En revanche, ce taux chute à 51 % pour les 15 villes mettant en concurrence plus de huit listes.

Figure 4 : Élections municipales de 2014 : Taux de participation et concurrence politique



Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Ampleur des basculements observés dès le 1er tour

Peut-on parler de vague bleue pour ce premier tour des élections municipales ? La réponse est affaire de grille de lecture. Si l'on prend seulement en compte le nombre de voix, la réponse est affirmative. Si l'on prend en compte le nombre de basculements gauche-droite, la réponse est plus contrastée. En effet, parmi les 1052 villes de plus de 9 000 habitants, la gauche est parvenue à faire élire 150 maires dès le premier tour lorsque 248 édiles de droite étaient élus. À la lecture de ces résultats, la droite sort gagnante de cette élection (voir tableau 5).

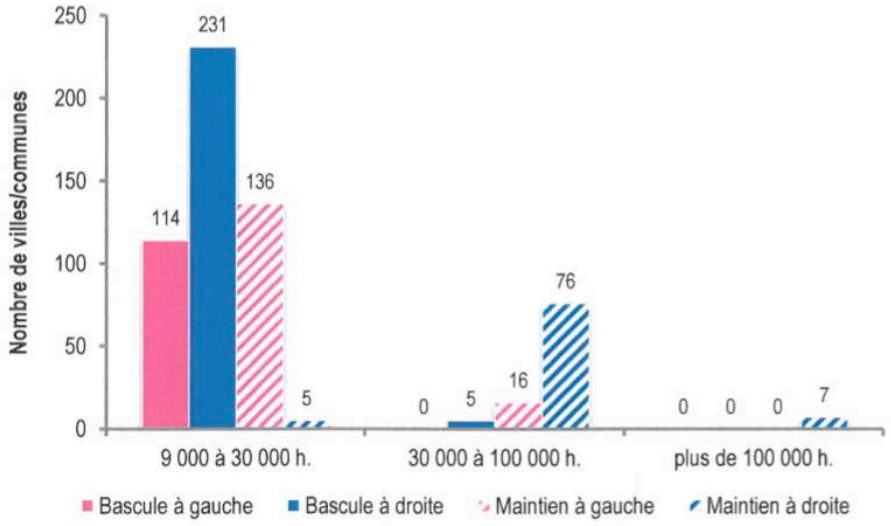
Tableau 5 : Élections municipales de 2014 : Bilan du 1er tour

	Gauche	Droite	FN
Villes de 9 à 30 000 habitants			
Maires élus au 1er tour	150	248	1
Nombres de listes > 10 %	1059	943	215
Villes de 30 à 100 000 habitants			
Maires élus au 1er tour	14	59	0
Nombres de listes > 10 %	307	277	107
Villes de + de 100 000 habitants			
Maires élus au 1er tour	0	7	0
Nombres de listes > 10 %	81	62	30

Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Si la focale se porte maintenant sur la performance des deux forces gouvernementales par catégorie de villes, 6 villes moyennes (9 à 30 000 habitants) de droite ont basculé à gauche et 29 villes moyennes de gauche ont basculé à droite, soit un gain total de 23 villes. Dans le même temps, seules 219 villes se sont maintenues à droite lorsque la gauche parvenait à conserver 144 municipalités. Le bilan pour les villes de taille moyenne est donc plus équilibré qu'il n'y paraît (150 villes à gauche contre 248 villes à droite). Le second tour permettra de tirer un bilan plus compréhensif pour ces villes où le vote sanction semble avoir déjà exercé une influence quand bien même avoir la décision de l'électeur, pour les communes de moins de 30 000 habitants, est en théorie davantage motivée par des considérations de vote local et personnel (vis-à-vis du maire sortant).

Figure 5 : Élections municipales de 2014 : Nombre de maires élus au 1er tour



Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

À l'inverse, les villes intermédiaires de plus de 30000 habitants ont enregistré un vote sanction plus substantiel sans qu'il débouche dès le premier tour sur une vague bleue. Seules 5 villes (sur 220) ont basculé de gauche à droite. Mais 54 villes se sont maintenues à droite alors que la gauche ne conserve que 14 villes au soir du premier tour sans remporter une seule ville gouvernée par la droite. Enfin, les plus grandes villes de France n'ont pas connu de basculements importants. Par rapport à 2008 où la gauche l'avait emporté dès le premier tour à Dijon, Besançon, Nantes, Le Mans, Rouen, Limoges, Lyon (3e arrondissement) et Paris (11e et 19e arrondissements), la droite est parvenue à gagner les villes de Bordeaux, Toulon, Orléans, Le Havre, Paris (16e et 17e arrondissements) et Marseille (4e secteur).

Depuis 1977, la gauche s'est imposée dans le paysage municipal français. Le cru 2008 avait situé la gauche en tête de 65 % des villes de plus de 100 000 habitants, 70 % des mairies de plus de 30 000 habitants et 52 % des villes de taille moyenne (9 à 30 000 habitants). Cette dynamique paraît aujourd'hui enrayée en raison d'une forte impopularité de l'exécutif et d'une défiance vis-à-vis des maires de gauche socialiste associés à l'action gouvernementale. Le fort recul du Parti socialiste et de ses alliés, que le second tour pourrait confirmer, est susceptible de déboucher sur un nouvel alignement électoral municipal dont les effets pourraient mettre en danger la majorité du Sénat et surtout les vingt-et-une régions actuellement gouvernées par la gauche.

Pour aller plus loin :

> GOUGOU (Florent), "The 2008 French Municipal Elections: the Opening and the Sanction", *French Politics*, 6 (4), 2008, pp. 395-406. [ISSNe 1476-3427]
www.palgrave-journals.com/fp/journal/v6/n4/full/fp200815a.html

> MARTIN (Pierre), *Les Élections municipales en France depuis 1945*, Paris, La Documentation française, 2001, 236 p. [ISBN 978-2-11-004775-5]

> PARODI (Jean-Luc), « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, « Municipales 83 : les leçons », n° 903, avril 1983, pp. 42-70. [ISSN 0035-385X]

> REIF (Karlheinz) et SCHMITT (Hermann), « Nine Second-Order National Elections – A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research,* 8 (1), March 1980, pp. 3–44. [ISSNe 1475-6765]